

B) De in punt A omschreven maatregelen om energie te besparen moeten aan de volgende criteria voldoen :

I. Het isoleren van de muren begrenzend het beschermd (of verwarmd) volume moet een minimum bijkomende thermische weerstand meebrengen :

$R = \frac{e}{k}$  van :

1,2 m<sup>2</sup>K/W voor de daken of de zoldervloer;

1 m<sup>2</sup>K/W voor de buitenmuren en de buitenvloeren;

0,75 m<sup>2</sup>K/W in de andere gevallen.

Voor wat betreft het plaatsen van ramen met dubbele beglazing moet het coëfficiënt van warmtetransmissie lager dan of gelijk zijn aan  $k < 3,6$  W/m<sup>2</sup>K (volgens de NBN-norme B62-002).

II. Worden aanzien als isolatiematerialen dewelke een warmtegeleiding hebben die, volgens de Belgische normen van de reeks B62 en/of bijzondere Belgische normen of technische erkenningen, lager dan of gelijk zijn aan 0,080 watt/m<sup>2</sup>K.

III. In geval van isolatie van :

de bestaande spouwmuren door insputting of inblazing;

de buitenmuren door aanbrengen van een isolerende bepleistering;

een plat dak volgens het beginsel van het omgekeerd dak,

met het isolatiesysteem een technische erkenning hebben welk verleend is door de Belgische Unie voor de technische goedkeuring in de bouw.

IV. In geval van vervanging van de warmtegenerator en de brander moet de uitrusting aan een van de volgende criteria voldoen :

label « Hoog rendement » bepaald door de Koninklijke Vereniging der Belgische Gaslieden;

label « Optimaz » bepaald door TECHNICOL voor de samenstellingen ketels en branders bevoorrad met stookolie;

BENOR gelijkvormigheidsmerk voor de koolkachels;

CEBEC gelijkvormigheidsmerk voor de elektrische apparaten.

V. In geval van aanpassing van de elektrische en/of gasinstallatie, de vervanging van de verwarmings- of warm water producerende apparaten niet inbegrepen, moet een getuigschrift van gelijkvormigheidsstelling met de wettelijke bepalingen (A.R.E.I. en A.R.A.B.) door de geregistreerde ondernemer voorgelegd worden.

## BIJLAGE II

### Besparingscriterium

Om van een interest-toelage van 50 000 F te genieten, moet het bedrag van de investering eigen aan elke maatregel niet hoger zijn dan 60 % van de gecumuleerde voorzienbare besparing voortvloeiend uit deze maatregel.

1. Het bedrag van de investering is de standaardprijs, BTW inbegrepen, van de werken of leveringen, zoals geschat door de Energieloketten. Wanneer het bedrag van het bestek of van de bestelbon betreffende een maatregel of een groep van maatregelen ten minste 30 % meer bedraagt dan of ten minste 10 % minder bedraagt dan deze prijs geldt het bedrag van het bestek of van de bestelbon als bedrag van de investering.

2. De voorzienbare besparing is de vermindering van de totale energetische faktuur, BTW inbegrepen, welke voortvloeit uit deze maatregel, zoals zij berekend is door het informaticaprogramma van het Energieloket, op basis van de in het Energiespaarboekje opgenomen gegevens.

3. De gecumuleerde besparing is gelijk aan de jaarlijkse voorzienbare besparing vermenigvuldigd door de levensduur, in jaren, van de maatregel.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 390

5 NOVEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil  
destinés aux personnes en état de crise psychologique

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les articles 29 et 67 de la Constitution;

Vu l'avis du 4 novembre 1987 de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'accord du 5 novembre 1987 du Ministre-Président, chargé du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'à la lumière des enseignements donnés par l'évolution du fonctionnement des centres de télé-accueil ces dernières années, il convient d'apporter sans délai des modifications aux dispositions réglementaires qui les régissent;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

Arrête :

**Article 1er.** Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre », peut agréer des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, ci-après dénommés « les centres ».

**Art. 2.** Pour pouvoir être agréé, chaque centre doit répondre aux conditions suivantes :

1° garantir à toute personne appelant en état de crise psychologique, une écoute attentive, une réponse, et, le cas échéant, une orientation qui répondent le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel;

2° être créé et géré par une personne morale de droit public ou de droit privé, ne poursuivant aucun but lucratif;

3° exercer son activité dans les limites territoriales fixées par le Ministre;

4° travailler en collaboration avec un service de santé mentale agréé; les conditions de cette collaboration sont définies dans une convention soumise à l'approbation du Ministre;

5° tenir une comptabilité faisant apparaître par année budgétaire les résultats financiers de sa gestion.

Les inscriptions dans les livres comptables doivent permettre de remplir un compte d'exploitation annuel dont le modèle est arrêté par le Ministre;

6° tenir un journal dans lequel sont notés et numérotés les appels téléphoniques et les interventions avec indication du jour et de l'heure; ce journal indique la nature du problème traité, le nom du collaborateur et la réponse ou le conseil donné. Il doit être conservé pendant cinq ans au moins;

7° être téléphoniquement accessible par la population vingt-quatre heures sur vingt-quatre, tous les jours de l'année, l'adresse du centre n'étant pas communiquée au public;

8° disposer du personnel, des conseillers et des collaborateurs visés aux articles 6, 7 et 8;

9° soumettre la supervision de l'activité des collaborateurs au service de santé mentale visé au 4°;

10° se soumettre à l'inspection du service de la santé mentale du Ministère de la Communauté française;

11° s'engager à fournir au Ministre un rapport annuel d'activité;

12° être en activité depuis au moins un an.

**Art. 3.** Le Ministre accordé l'agrément au centre de télé-accueil pour une période renouvelable de trois ans au plus.

Avant de prendre une décision de refus ou de retrait d'agrément, le Ministre notifie son intention, en la motivant, au pouvoir organisateur du centre. Celui-ci dispose d'un délai de quinze jours à partir du jour de la notification pour adresser au Ministre un mémoire justifiant qu'il se trouve dans les conditions requises pour prétendre à l'obtention de l'agrément ou à son maintien.

**Art. 4.** Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder aux centres des subventions, en vue de couvrir leurs frais d'équipement et leurs frais de fonctionnement, soit partiellement, soit totalement.

**Art. 5.** Une subvention non renouvelable de premier établissement peut être octroyée pour la création, l'aménagement et l'équipement des centres. Cette subvention, qui ne peut excéder un montant de trois cent mille francs, est liquidée sur la base des pièces justificatives des dépenses supportées.

**Art. 6.** Les frais de fonctionnement visés à l'article 4 comprennent :

1° la rémunération, y compris les charges sociales y afférentes, du personnel suivant :

— 1 cadre employé à temps plein, responsable de l'organisation;

— 1 secrétaire employé à temps plein;

— 1 cadre responsable de la formation et de la supervision de l'activité des collaborateurs, engagé soit à mi-temps, soit à temps plein, selon que le centre occupe de 30 à 60 collaborateurs ou plus de 60 collaborateurs.

Les subventions allouées pour le personnel de cadre et pour le secrétaire sont calculées respectivement sur la base des échelles 10/1 et 20/1 applicables au personnel de l'administration de la Communauté française;

2° une subvention par appel téléphonique mentionné au journal visé à l'article 2, 6°, et qui correspond à la mission du centre, établie sur la base suivante :

— cent vingt francs du premier au cinq millièmes appel;

— soixante francs du cinq mille et unième au dix millièmes appel;

— trente francs au-delà du dix millièmes appel.

Des avances trimestrielles destinées à couvrir notamment les rémunérations et les charges sociales y afférentes sont versées aux centres. Le solde de la subvention est liquidé après production des documents justificatifs portant sur l'activité de l'année civile.

**Art. 7. § 1er.** Le responsable de la direction et de l'organisation du service est tenu d'assurer l'intégration du centre dans la société ainsi que les contacts avec les services publics et les organismes médicaux, sociaux, juridiques et d'enseignement. Il assure la qualité des relations publiques et est responsable de la comptabilité.

Pour pouvoir être engagé, le candidat à ce poste doit présenter un certificat de bonne vie et mœurs, détenir soit un diplôme universitaire, soit un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire. Dans ce dernier cas, il doit compter cinq ans d'expérience en relations humaines.

§ 2. Le responsable de la formation et de la supervision de l'activité des collaborateurs doit assurer la qualité des services rendus. Pour pouvoir être engagé, le candidat à ce poste doit présenter un certificat de bonne vie et mœurs, détenir au moins un diplôme de licencié en sciences psychologiques, être membre reconnu d'une association professionnelle à caractère scientifique et pouvoir se prévaloir d'une expérience d'au moins cinq ans dans le domaine des relations interprofessionnelles.

§ 3. Pour pouvoir être engagé au poste de secrétaire, le candidat doit détenir soit un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission au niveau 2 dans l'administration de la Communauté française, soit un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission au niveau 3 dans l'administration de la Communauté française, et compter au moins cinq ans d'expérience équivalente dans un service social.

§ 4. Le centre doit disposer d'une liste complémentaire de conseillers qualifiés dans des disciplines autres que celles représentées par le personnel de cadre, auxquels les collaborateurs bénévoles doivent toujours pouvoir faire appel par téléphone, en vue d'obtenir un avis d'ordre médical, psychologique, pastoral ou social.

**Art. 8. § 1er.** Le centre s'assure les services d'au moins 30 collaborateurs bénévoles. Il constitue un dossier pour chacun de ceux-ci. Ce dossier est tenu à la disposition du Ministère de la Communauté française. Il comprend :

1° la demande de collaboration introduite par le collaborateur;

2° un document définissant les droits et devoirs réciproques. Ce document doit être signé par le représentant du pouvoir organisateur d'une part, et par le collaborateur concerné d'autre part. Il y sera spécifié que le collaborateur bénévole ne peut se présenter à son correspondant comme professionnel;

3° une déclaration de deux membres du personnel de cadre affirmant que le collaborateur concerné possède la formation prévue ainsi que les qualités et la compétence nécessaires pour accomplir la tâche qui lui est confiée.

§ 2. La formation des collaborateurs bénévoles est organisée comme suit :

1° l'apprentissage, qui comprend au moins 10 sessions de trois heures de cours théoriques concernant la technique de conversation;

2° le stage, qui comprend au moins 10 conversations entre le candidat-collaborateur et le correspondant;

3° l'éducation permanente, qui comprend au minimum :  
 — une réunion didactique mensuelle groupant les collaborateurs bénévoles;  
 — une supervision mensuelle et en groupe des conversations;  
 — un entretien personnel de supervision au moins une fois l'an, avec un membre de l'équipe du service de santé mentale.

**Art. 9.** Les montants des subventions octroyées en application du présent arrêté sont liés à l'indice des prix à la consommation conformément aux dispositions de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume, de certaines dépenses dans le secteur public.

**Art. 10.** Les centres sont tenus de communiquer au Ministre, toute modification intervenant dans les conditions énoncées à l'article 2.

**Art. 11.** Le personnel, les conseillers et les collaborateurs du centre sont tenus au secret professionnel, conformément à l'article 458 du Code pénal. Ils doivent respecter l'anonymat des correspondants.

**Art. 12.** L'agrément peut être retiré en cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté. Il peut être également retiré lorsqu'il résulte du rapport annuel d'activité du centre que ce dernier n'a pas réalisé les objectifs qui lui étaient assignés.

**Art. 13.** Les centres de télé-accueil agréés antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté conservent leur agrément jusqu'à l'arrivée du terme de celui-ci.

**Art. 14.** Par dérogation à l'article 7, les responsables de la direction et de l'organisation, de la formation et de la supervision, et les secrétaires des centres agréés à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ne doivent pas répondre aux conditions de diplôme et d'expérience requises.

**Art. 16.** L'arrêté royal du 20 juillet 1973 relatif à l'agrément et à la subvention par l'Etat des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, modifié par les arrêtés, de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1983 et du 27 mars 1985, est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

**Art. 17.** Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 novembre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française,  
 Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,  
 A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 390

5 NOVEMBER 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 29 en 67 van de Grondwet;  
 Gelet op het advies van 4 november 1987 van de Inspecteur van Financiën;  
 Gelet op het akkoord van 5 november 1987 van de Minister-Voorzitter, belast met de begroting;  
 Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;  
 Gelet op de dringende noodzakelijkheid;  
 Overwegende dat in het licht van de lering getrokken uit de werkingsontwikkeling van de centra voor tele-onthaal gedurende de laatste jaren zonder verwijl veranderingen dienen te worden aangebracht in de reglementaire bepalingen waaronder ze vallen;  
 Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

Besluit:

**Artikel 1.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, hierna « de Minister » genoemd, kan centra voor tele-onthaal erkennen voor personen in psychologische crisistoestand, hierna « de Centra » genoemd.

**Art. 2.** Om te kunnen worden erkend moet ieder centrum aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° voor elke persoon die in psychologische crisistoestand oproept er voor zorgen dat ze een oplettende toehoorder, een antwoord en, zo nodig, een oriëntering vindt die zo goed mogelijke helpen de toestand of de moeilijkheden op te lossen die aanleiding gegeven hebben tot de oproep;

2° opgericht en beheerd worden door een publiekrechtelijke of een privaatrechtelijke persoon die geen winst-oogmerk nastreeft;

3° zijn werkzaamheid uitoefenen binnen de door de Minister vastgestelde perken;

4° samenwerken met een erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg; de voorwaarden voor deze samenwerking zijn bepaald in een overeenkomst die aan de goedkeuring van de Minister wordt voorgelegd;

5° een boekhouding voeren waaruit per begrotingsjaar de financiële uitlagen blijken van zijn beheer.

De aantekeningen in de rekeningenboeken moeten het mogelijk maken een jaarlijkse exploitatierekening op te maken waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld;

6° een dagboek bijhouden waarin de telefoonoproepen en de interventies worden opgetekend en genummerd, met aanduiding van dag en uur; in dit dagboek wordt de aard van het behandelde probleem genoteerd, de naam van de medewerker en het antwoord of de raad die werd gegeven. Het moet gedurende minstens vijf jaar worden bewaard;

7° dag en nacht, elke dag van het jaar, door de bevolking telefonisch kunnen bereikt worden; het adres van het centrum wordt niet meegedeeld aan het publiek;

8° over het in de artikelen 6, 7 en 8 bepaalde personeel, raadgevers en medewerkers beschikken;

9° het toezicht op het werk van de medewerkers voorleggen aan de in 4° bepaalde dienst voor geestelijke gezondheid;

10° zich onderwerpen aan de inspectie van de dienst voor geestelijke gezondheid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

11° de verplichting aangaan een jaarverslag uit te brengen aan de Minister;

12° ten minste sedert één jaar in werking zijn.

**Art. 3.** De Minister kent de erkenning toe aan het centrum voor Tele-onthaal voor een vernieuwbare periode van ten hoogste drie jaar.

Alvorens een beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning te nemen, betekent de Minister zijn bedoeling met redenen omkleed aan de inrichtende macht van het centrum. Vanaf de dag van de betekening beschikt deze inrichtende macht over een termijn van vijftien dagen om aan de Minister een verdedigingsschrift te sturen waarin ze bewijst dat ze aan de voorwaarden voldoet om in aanmerking te komen voor het bekomen of voor het behouden van de erkenning.

**Art. 4.** Binnen de perken van de op de begroting uitgetrokken kredieten kan de Minister toelagen verlenen aan de centra om, hetzij gedeeltelijk, hetzij volledig de kosten te dekken voor hun uitrusting en hun werking.

**Art. 5.** Een niet vernieuwbare toelage voor de eerste inrichtingskosten kan toegekend worden door de oprichting, de geschiktmaking en de uitrusting van de centra. Deze toelage die het bedrag van driehonderdduizend frank niet mag overschrijden, wordt uitgekeerd op grond van de bewijsstukken van de gedragen uitgaven.

**Art. 6.** De in artikel 4 bepaalde werkingskosten bestaan uit :

1° de bezoldiging, met inbegrip van de daar toekomende sociale lasten van de volgende personeelsleden :

— 1 kaderpersoneelslid met volledige dagtaak, verantwoordelijk voor de organisatie;

— 1 secretaris met volledige dagtaak;

— 1 kaderpersoneelslid verantwoordelijk voor de vorming van en het toezicht op het werk van de medewerkers die ofwel een halve ofwel een volledige dagtaak heeft, naargelang het centrum 30 tot 60 medewerkers tewerkstelt of meer dan 60 medewerkers.

De toelagen die voor het kaderpersoneel en voor de secretaris worden verleend, worden respectievelijk berekend op basis van de schalen 10/1 en 20/1 welke toepasselijk zijn op het personeel van het Bestuur van de Franse Gemeenschap;

2° een toelage per telefoonoproep die ingeschreven is in het artikel 2, § 2, bepaalde dagboek en die verband houdt met de opdracht van het centrum; ze is opgemaakt op volgende basis :

— honderd twintig frank van de eerste tot de vijfduizendste oproep;

— zestig frank van de vijfduizend en eerste tot de tienduizendste oproep;

— dertig frank boven de tienduizendste oproep.

Driemaandelijke voorschotten die ertoe bestemd zijn inzonderheid de bezoldiging en de daar toekomende lasten te dekken worden aan de centra gestort.

Het saldo van de toelage wordt uitgekeerd na overlegging van de bewijsstukken die betrekking hebben op de activiteit van het kalenderjaar.

**Art. 7. § 1.** De persoon die de verantwoordelijkheid draagt voor de leiding en de organisatie van de dienst dient te zorgen voor de integratie van het centrum in de maatschappij en dient tevens contacten te onderhouden met de openbare diensten en de medische, sociale, juridische instellingen en die van het onderwijs. Ze moet instaan voor de kwaliteit van de public relations en draagt verantwoordelijkheid voor de boekhouding.

Om in dienst te kunnen worden gesteld moet de kandidaat voor dit ambt een getuigschrift van goed zedelijk gedrag overleggen, houder zijn van ofwel een universitair diploma ofwel van een diploma van het hoger niet-universitair onderwijs. In dit laatste geval moet hij ten minste vijf jaar ervaring hebben inzake menselijke betrekkingen.

§ 2. De persoon die verantwoordelijkheid draagt voor de vorming van en het toezicht op het werk van de medewerkers dient in te staan voor de kwaliteit van de diensten die worden bewezen.

Om in dienst te kunnen worden gesteld moet de kandidaat voor dit ambt een getuigschrift van goed zedelijk gedrag overleggen, houder zijn van ten minste een diploma van licentiaat in de psychologische wetenschappen, erkend lid zijn van een beroepsvereniging van wetenschappelijke aard en zich kunnen beroepen op een ervaring van ten minste vijf jaar inzake betrekkingen tussen de personen.

§ 3. Om te kunnen worden aangenomen voor het ambt van secretaris moet de kandidaat houder zijn van ofwel een diploma of een getuigschrift dat in aanmerking wordt genomen om tot het niveau 2 van het Bestuur van de Franse Gemeenschap te worden toegelaten, ofwel van een diploma of getuigschrift dat in aanmerking wordt genomen om tot het niveau 3 van het Bestuur van de Franse Gemeenschap te worden toegelaten en minstens vijf jaar equivalente ervaring in een sociale dienst hebben.

§ 4. Het centrum moet over een aanvullende lijst beschikken van bevoegde adviseurs voor andere vakken dan die van het kaderpersoneel, op wie de vrijwillige medewerkers steeds telefonisch beroep kunnen doen voor een advies van medische, psychologische, pastorale of sociale aard.

**Art. 8. § 1.** Het centrum voorziet zich van de dienst van ten minste 30 vrijwillige medewerkers. Het legt een dossier aan over elk van hen. Dit dossier wordt ter beschikking gehouden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het bestaat uit :

1° de door de medewerker ingediende aanvraag tot medewerking;

2° een stuk dat de wederzijdse rechten en plichten omschrijft. Dit stuk moet enerzijds ondertekend zijn door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht en anderzijds door de betrokken medewerker. Er moet nauwkeurig in vermeld zijn dat de vrijwillige medewerker zich niet mag voorstellen aan de oproeper als beroepsmedewerker;

3° een verklaring van twee leden van het kaderpersoneel waarin dezen bevestigen dat de betrokken medewerker de voorgeschreven vorming heeft genoten alsmede de nodige bevoegdheid en bekwaamheid bezit om de hem toevertrouwde taak te verrichten.

§ 2. De vorming van de vrijwillige medewerkers wordt als volgt georganiseerd :

1° de opleiding die uit ten minste 10 lessen bestaat van drie uur theoretisch onderricht in gesprekstechniek;

2° de proeftijd die uit ten minste 10 gesprekken bestaat tussen de kandidaat-medewerker en de oproeper;

3° de permanente opvoeding die ten minste bestaat uit :

— een maandelijks didactische vergadering die de vrijwillige medewerkers samenbrengt;

— een maandelijks en groepsgevijs toezicht op de gesprekken;

— ten minste eenmaal per jaar een persoonlijk toezicht-onderricht met een lid van de ploeg van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

**Art. 9.** De bedragen van de toelagen verleend bij toepassing van dit besluit zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

**Art. 10.** De centra dienen aan de Minister de wijzigingen mee te delen die plaatsgrijpen aan de voorwaarden vermeld in artikel 2.

**Art. 11.** Het personeel, de adviseurs en de medewerkers van het centrum zijn gehouden door het beroepsgeheim overeenkomstig artikel 458 van het wetboek van strafrecht. Ze moeten de anonimiteit van de oproepers in acht nemen.

**Art. 12.** De erkenning kan worden ingetrokken indien de bepalingen van dit besluit niet in acht worden genomen. Ze kan ook worden ingetrokken als uit het jaarverslag van het centrum blijkt dat het de hem toegevozen doeleinden niet heeft bereikt.

**Art. 13.** De centra voor tele-onthaal die vóór de inwerkingtreding van dit besluit erkend werden, behouden hun erkenning tot de termijn ervan verstreken is.

**Art. 14.** In afwijking van artikel 7 moeten de personen die verantwoordelijkheid dragen voor de leiding en de organisatie, voor de vorming en het toezicht, en de secretarissen van de op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkende centra niet voldoen aan de voorwaarden van vereist diploma en ervaring.

**Art. 16.** Het koninklijk besluit van 20 juli 1973 betreffende de erkenning en de subsidiëring door het Rijk van de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 26 juli 1983 en van 27 maart 1985 wordt opgeheven voor wat betreft de Franse Gemeenschap.

**Art. 17.** De Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 november 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve,  
De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,  
A. BERTOUILLE

F. 88 — 391

**5 NOVEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant fixation des indemnités attachées à certaines fonctions de l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 février 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 13 décembre 1985 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 5 novembre 1987;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit donner d'urgence une base réglementaire à un système d'indemnisation;

Sur la proposition du Ministre ayant la santé dans ses attributions,

Arrêtons :

**Article 1er.** A partir du 1er février 1987, le montant accordé :

- au président du conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est de 150 000 F;
- à chacun des deux vice-présidents du conseil d'administration est de 100 000 F.

Ces indemnités sont liées à l'indice des prix à la consommation.

**Art. 2.** Un remboursement forfaitaire annuel de 50 000 F, destiné à couvrir les frais réels, est accordé à chacune des personnes mentionnées à l'article 1er.

Le remboursement est lié à l'indice des prix à la consommation.

Chacune de ces personnes peut se voir attribuer le remboursement forfaitaire précité, soit porter en compte ses frais réels sur base de toutes pièces justificatives.

**Art. 3.** A partir du 1er février 1987, le montant des jetons de présence à accorder aux membres

- du conseil d'administration;
- des comités subrégionaux;
- des collèges médicaux;
- du conseil scientifique, des commissions et groupes de travail,

est 750 F par séance.

Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation.

**Art. 4.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 fixe les indemnités de parcours allouées aux personnes mentionnées à l'article 3.